



Extrait du OIEau

<http://garonne.oieau.fr/spip.php?article4000>

# Autorité du Bassin du MONO (ABM)

- OIEau - Notre actualité et avancement de nos projets -

Date de mise en ligne : dimanche 20 décembre 2015

---

OIEau

---

Le 30 décembre 2014, les Chefs d'Etat et de Gouvernement du Bénin et du Togo ont signé le projet de Convention portant statut du fleuve Mono qui traverse les deux pays, donnant naissance à l'Autorité du Bassin du Mono (ABM).

**Aux côtés du Centre de Coordination des Ressources en Eau de la CEDEAO et avec le soutien de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse (AERMC), l'OIEau et le pS-Eau appuient le processus graduel de mise en place de l'ABM depuis septembre 2014.**

Deux objectifs sont :

- accompagner la bonne mise en œuvre de la Gestion Intégrée du Bassin ;
- favoriser l'émergence de projets de coopération sur l'eau et l'assainissement portés par des collectivités françaises sur l'ensemble du bassin.

Une première année pilote a permis de se rapprocher des administrations centrales, des collectivités locales et des partenaires de la société civile pour identifier un ensemble de besoins et d'actions à entreprendre, tant au niveau transfrontalier (ABM) qu'aux niveaux nationaux au Togo et au Bénin : élaboration d'un Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE), constitution et structuration des Comités de Bassin et Comités Locaux de l'Eau, réflexion sur l'instauration de mécanismes de financement, renforcement des systèmes d'information, réalisation d'infrastructures d'eau potable et d'assainissement et appui à la gouvernance des services.

L'originalité de la démarche repose sur l'articulation entre l'établissement des documents de planification, la programmation et le financement d'actions à court terme et le développement de projets de coopération en matière de GIRE et d'accès aux services d'eau potable et d'assainissement.

La participation des Directeurs des ressources en eau du Togo et du Bénin, en juillet 2015, à deux rencontres d'échanges et d'information en France s'inscrivait dans ce cadre.